

CRISE DU MÉDICAMENT

Ould-Abbès saisi par Bouteflika et Ouyahia

Le chef de l'Etat et le Premier ministre ont saisi le ministre de la Santé à propos de la crise du médicament. C'est ce que confirme Djamel Ould-Abbès qui indique que des enquêtes sur les surfacturations dans les importations de médicaments et produits médicaux ont permis d'économiser plus de 94 millions de dollars en 2011.

Cherif Bennaceur – Alger (Le Soir)- «J'ai été effectivement saisi» par le chef de l'Etat et par le Premier ministre sur les perturbations du marché du médicament. C'est ce que le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a déclaré jeudi dernier, à l'hôtel Safir Mazafran à Zéralda, en clôture d'une rencontre de deux jours des experts cliniciens en oncologie et cardiologie. Djamel Ould-Abbès confirme, en fait, avoir reçu, il y a deux semaines, une note du Premier ministre, au demeurant «non confidentielle», dira-t-il, sur la nécessité d'assurer l'approvisionnement régulier du marché.

Ainsi, les deux responsables de l'exécutif ont saisi le ministre de la Santé sur la «situation paradoxale» où l'Algérie consacre 2,5 milliards de dollars annuellement à l'achat de médicaments sans que ces produits soient toujours disponibles et ne connaissent pas des tensions. Dans ce contexte, Djamel Ould-Abbès indique que son département a lancé des enquêtes et expertises sur le marché du médicament, notamment importé. Sur la base des premiers résultats, le ministre de la Santé indique que des médicaments,



Photo : Samir Sid

des matières premières et des produits médicaux d'importation sont excessivement surfacturés. Citant plusieurs cas, Djamel Ould-Abbès constate que les prix du kilogramme pour certains produits représentent le double, le triple et même davantage, de ceux des mêmes produits acquis ailleurs ou par d'autres opérateurs.

Or, ces produits surfacturés ne se retrouvent pas sur le marché national. Une situation qui perdure et «doit cesser», dira-t-il, évoquant la «levée de boucliers» qui «ne nous dérange pas», et la réaction des «lobbies irresponsables» pour ne pas dire mafieux. Toutefois, certains importateurs et distributeurs de médicaments nécessaires ont «transigé» et accepté de baisser leurs prix, constate le ministre. Ainsi, plus de 94 millions de dollars de surfacturations ont pu être «économisés» en 2011, selon

Djamel Ould-Abbès, discret sur l'identité des opérateurs concernés dans la mesure où les enquêtes se poursuivent encore. Evoquant les dysfonctionnements du marché de la distribution pour les officines, le ministre de la Santé a indiqué que des retraits d'agréments ont été décidés à l'encontre de près de 300 distributeurs et grossistes privés.

Vers une nouvelle nomenclature

Dans ce contexte, le département de la Santé développe une nouvelle vision de la politique du médicament, et rectifie le tir concernant l'enregistrement des produits importés ou fabriqués localement. Il s'agit de revoir l'actuelle nomenclature (plus de 5 600 marques, formules et

dosages), une «boulimie», dira le ministre. Mais aussi de «cibler les produits d'importation à soutenir», selon Ould-Abbès qui a précisé que les programmes d'importation seront validés avant le 15 novembre.

Ainsi, une nouvelle nomenclature du médicament devrait voir le jour d'ici quelques semaines, sur la base de l'avis des experts cliniciens et des spécialistes qui seront consultés avant la mise sur le marché des produits et non plus après comme actuellement. Soit, le ministre de la Santé entend «inverser le processus d'enregistrement», dans la mesure où la commission nationale de la nomenclature ne s'est pas réunie depuis 2005, et «mettre de l'ordre». A ce propos, Ould-Abbès s'est engagé à soutenir la nomenclature arrêtée sans limite de financement, «quel que soit le nombre des produits». Mais aussi à «réanimer» les comités nationaux en parallèle à la mise en œuvre des 30 plans nationaux liés aux pathologies et accidents.

Il est également question d'élargir la prise en charge par les caisses de sécurité sociale de certains produits, notamment anticancéreux.

C. B.

Selon Ould-Abbès aucun médicament contrefait n'entre en Algérie

Aucun médicament contrefait n'entre en Algérie, selon le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière qui a rendu visite, jeudi dernier, à deux établissements de contrôle et de veille sanitaire (le Centre national de toxicologie et le Centre national de pharmacovigilance et de matériovigilance) implantés à Dély-Ibrahim au niveau de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA).

Ainsi, Djamel Ould-Abbès a tenu à rassurer les citoyens dont les inquiétudes sont «légitimes» sur tout ce qu'ils consomment (médicaments, fruits et légumes et autres produits alimentaires, jouets et même l'air). Selon le ministre de la Santé, tous ces biens qu'ils soient produits localement ou importés sont strictement contrôlés, surveillés en aval de leur mise sur le marché, et leurs risques de toxicité et leurs effets indésirables sont évalués et gérés au niveau de ces établissements.

Le département d'Ould-Abbès entend aller plus loin en mettant en place une Agence nationale de veille sanitaire.

Un projet de décret exécutif a été élaboré et présenté en ce sens au niveau des services du Premier ministre, dira le ministre de la Santé.

De même, le statut de l'IPA devrait être revu afin qu'il «retrouve sa vocation en matière de



Photo : Samir Sid

recherche et de fabrication des vaccins et ne se contente pas de l'achat et vente», relève Ould-

Abbès, soucieux du «rôle vital et sensible» de cet institut.

C. B.

HÉMODIALYSE Fermeture projetée de 3 centres privés

La fermeture de trois centres d'hémodialyse privés est projetée, selon le ministre de la Santé. Suite à des enquêtes effectuées dans 109 centres d'hémodialyse privés, Djamel Ould-Abbès indique que 46 centres ont reçu des «blâmes» et 26 des «avertissements» et que trois seront fermés même si le problème de la prise en charge de leurs malades reste posé.

C. B.

PHARMACOVIGILANCE 30 à 40 enquêtes déclenchées par an

Entre trente et quarante enquêtes de pharmacovigilance (surveillance des effets indésirables des médicaments et des dispositifs médicaux mis sur le marché) sont déclenchées annuellement, sur la base d'un certain nombre de déclarations de praticiens.

Un signe probant du développement progressif de la vigilance médicamenteuse, d'autant que plusieurs médicaments commercialisés ont été retirés du marché car leurs effets indésirables se sont révélés mortels. Dans d'autres cas, des solutions palliatives ont été recommandées, notamment pour les médicaments en lots.

C. B.

Pharmacie centrale des hôpitaux : 27 milliards de dinars de créances

Les créances de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) auprès des structures hospitalières s'élèvent à 27 milliards de dinars. Selon Djamel Ould-Abbès, une «réglementation aberrante» ne permet pas aux hôpitaux de régler leurs dus. Ce qui fait que la PCH se retrouve en difficulté, constate-t-il en rappelant que les dépenses publiques en médicaments s'élèvent annuellement à 57 milliards de dinars (soit 600 millions de dollars). En vue de remédier à cette situation, deux banques publiques ont ouvert des lignes de crédit de plusieurs centaines de millions de dinars, dans le cadre d'un plan d'urgence selon le ministre de la Santé qui précise que le statut de la PCH sera revu.

C. B.